



Le retour de l'Amérique latine dans l'orbite de Washington

Xavier Dupret
Mars 2019
9.400 signes

L'Amérique latine a-t-elle loupé l'opportunité de réaliser le grand bond en avant que bien des commentateurs lui prédisaient il y a quelques années ? Avec l'enracinement de la paix et de la démocratie, une conjoncture économique favorable et des politiques publiques volontaristes, la trajectoire des pays d'Amérique latine ne pouvait apparemment que la rapprocher de celle de l'Europe occidentale et l'Amérique du nord.

Ce mouvement de convergence se manifestait tant sur les plans politique (montée de la démocratie représentative et respect grandissant des Droits de l'Homme) qu'économique avec la création du Mercosur (calqué en partie sur le modèle du marché commun européen). Plus fondamentalement, la croissance des PIB d'un certain nombre de pays de la région, depuis le milieu des années 2000, incitait à l'optimisme.

La gauche puis la droite

La permanence au pouvoir des gouvernements de gauche, se caractérisant tous par une volonté de rupture avec le consensus de Washington des années 1980 et 1990¹, était en phase avec la hausse du cours des matières premières. Cette conjoncture a perduré jusque 2014. Depuis, la baisse des cours a largement mis en évidence une primarisation et un statut périphérique des économies du sous-continent aux antipodes d'un effet de rattrapage.

De surcroît, les économies locales ont surtout connu une augmentation de leurs PIB à partir des années 2000, après la décennie perdue des années 1990 marquées par l'application de plans

¹ Sur le tournant gauche en Amérique latine et la redéfinition du rôle de l'État, voir les dossiers de La Revue Nouvelle : Amérique latine, Qué tal ?, novembre 2006, et Amérique latine. Avatars de l'État démocratique, décembre 2013.

d'ajustement structurels. Il convient donc de relativiser la portée réelle de cette période de regain de la croissance. Cette dernière constitue le cadre macroéconomique de fond de l'arrivée au pouvoir des gouvernements de centre-gauche. Depuis, on observe un retour des droites au pouvoir. L'Argentine a ouvert le bal avec l'élection de Mauricio Macri à la présidence de l'Argentine. Quelques mois plus tard, Dilma Rousseff faisait l'objet d'une procédure d'empêchement et était destituée fin août 2016. La droitisation de la scène politique brésilienne a trouvé son point d'orgue avec l'élection à la présidence du très conservateur Jair Bolsonaro en octobre 2018. Là encore, la voie vers un retour des droites a été pavée de décisions judiciaires qui ont déforcé le camp des travailleurs.

Ce coup de pouce des institutions à la droite a débouché sur l'incarcération de Lula, candidat du Parti des Travailleurs et favori à l'élection présidentielle. On notera que la condamnation qui a frappé Lula est particulièrement sévère car pour des infractions beaucoup plus graves, des personnalités politiques liées à la droite ont bénéficié d'un traitement nettement plus léger.

Nouvelle technique du coup d'Etat

Le coup d'état judiciaire brésilien a été précédé d'un banc d'essai au Paraguay en 2012. A cette époque, des émeutes ont opposé des leaders des paysans sans terre à la police.

Le Paraguay est le pays où la terre est la plus concentrée au monde. Les grandes domaines de 500 hectares ou plus « qui ne représentent que 2,6% des propriétés occupent 85,5% de la superficie » des exploitations agricoles alors que les exploitations de moins de 50 hectares représentent 94,1% des domaines exploités mais seulement 6% de la superficie agricole². Suite à ces affrontements, l'opposition de droite majoritaire au Parlement a lancé un processus de destitution de Fernando Lugo Méndez, le président de gauche, en lui reprochant d'attiser la haine contre les grands propriétaires terriens.

La bifurcation politique en cours depuis 2012 est, comme on peut le constater, la conséquence de coups de force institutionnels émanant d'acteurs traditionnels qui n'acceptent pas que leur rente de situation et leurs privilèges économiques et sociaux se voient menacés. Soit dit en passant, ces menaces n'ont, la plupart du temps, été que partielles. Les équipes économiques auxquelles les forces conservatrices étaient confrontées n'ont, en effet, jamais caché leurs orientations réformistes.

En tout état de cause, un certain nombre de développements récents montrent une nette tendance au durcissement de la relation des autorités avec les mouvements sociaux. Les cas de Santiago Maldonado et de Milagro Sala (Argentine) sont encore peu connus en Europe occidentale. Ils témoignent clairement d'une volonté de l'actuel gouvernement argentin de durcir le ton avec les activistes militant au sein du mouvement des autochtones (principalement mapuches et quichuas) en lutte pour l'accès à la terre dans un contexte de montée du secteur minier³.

Dualité et Etats-Unis

Derrière ces luttes de pouvoir passant par l'instrumentalisation de la justice, on identifiera une polarisation sociale profonde minant les sociétés latinoaméricaines. L'ambition démocratique de l'Amérique latine souffre, depuis l'indépendance des nouvelles républiques, de la volonté des élites locales de maintenir le *statu quo* afin de préserver leurs privilèges. Des forces politiques

² Paul Cliche, *La coopération internationale solidaire. Plus pertinente que jamais*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2014.

³ Página/12, édition en ligne du 8 mars 2018.

contestataires et plébéiennes tentent régulièrement, dans ce contexte particulier, d'affronter la rigidité de ces structures profondément inégalitaires, quitte à mettre en œuvre un nouvel ordre démocratique⁴. On repérera, au passage, la concurrence de deux projets démocratiques distincts au sein des pays latino-américains, correspondant à une forme de décolonisation incomplète.

Les élites blanches traditionnelles misent sur un modèle démocratique libéral classique qui vise à protéger les libertés individuelles et à limiter le plus possible la sphère d'action de l'État aux seuls pouvoirs régaliens. Pour leur part, les classes populaires, comme dans d'autres contextes postcoloniaux, estiment que la démocratie est davantage une affaire d'accès à certains biens de consommation, à l'éducation, à la santé et au développement.

Cette dualité sociale constitue l'arrière-fond d'une compétition politique exacerbée dans laquelle les États-Unis ont depuis longtemps choisi leur camp. Il s'agit, comme chacun le sait, des classes dominantes locales. Les plans de déstabilisation militaires des régimes progressistes, de Cuba au Chili d'Allende, dans les années 1960 et 1970 en témoignent à l'envi. Le retour des droites auquel nous assistons aujourd'hui ne fait pas exception à cette règle.

L'élection d'Iván Duque à la tête de la république colombienne s'est accompagnée d'un rapprochement avec les États-Unis, destination du premier voyage à l'étranger du nouveau président colombien. À ce sujet, la presse de référence en Colombie signalait que le nouveau chef d'État entretiendrait une relation des plus étroites à l'avenir avec la Maison Blanche⁵. Dans le même ordre d'idées, le politologue argentin Juan Gabriel Tokatlian (Université Torcuato di Tella de Buenos Aires et Johns Hopkins University School de Washington), peu connu pour d'éventuelles sympathies de gauche radicale, faisait remarquer à un grand quotidien argentin que Buenos Aires « avait adopté une politique extérieure chaque jour davantage liée aux États-Unis » depuis l'élection de Mauricio Macri à la tête de l'État⁶. On mentionnera également que l'actuel président du Brésil, alors qu'il n'était encore que candidat à la magistrature suprême de son pays, avait effectué une tournée à l'étranger qui est passée par... Taïwan⁷. La chose a, comme on pouvait s'y attendre, fortement irrité Pékin⁸.

En fin de compte, l'Amérique latine se trouve donc bel et bien à la croisée des chemins. Le retour des droites démontre la fragilité des systèmes politiques et plus fondamentalement, des modèles d'accumulation en vigueur depuis les indépendances. La résistance au changement des élites traditionnelles s'exprime bien trop souvent par la défense du *statu quo*. Et peu importe, en définitive, que ce dernier s'avère générateur d'inégalités et d'instabilité à moyen terme. Dans cette optique, un approfondissement de la relation avec Washington pourrait devenir l'orientation dominante en Amérique latine dans un avenir proche. Le traitement que les États-Unis réservent au Venezuela ne risque pas de s'adoucir dans un avenir proche...

⁴ Rouquié, Alain, *Le siècle de Perón*, Seuil, Paris, 2016.

⁵ El Tiempo, édition mise en ligne du 30 juin 2018.

⁶ La Nación, édition mise en ligne du 31 mai 2018.

⁷ O Globo, édition mise en ligne du 14 mars 2018.

⁸ Gazeta Do Povo, édition mise en ligne du 9 mars 2018.